

LA PRIORITÉ A L'ÉCOLE PRIMAIRE

Des résultats qui se dégradent et des inégalités scolaires qui se creusent

La priorité à l'école primaire est une nécessité pour la Nation. Contrairement à de nombreux États comparables, la France n'a pas suffisamment investi dans les premières années de la scolarité. Pourtant, c'est dans ces années que la réussite du parcours scolaire d'un élève se joue.

Les diverses études internationales et nationales sur l'école en France effectuées dans les vingt dernières années convergent vers un double constat.

D'une part les résultats des élèves ne sont pas à la hauteur des attentes légitimes d'un grand pays développé. Ainsi, à l'issue de leur scolarité à l'école primaire, 25 % des élèves ont des acquis fragiles et 15 % d'entre eux connaissent des difficultés sévères ou très sévères.

D'autre part, les écarts se creusent entre les élèves qui ont les meilleurs résultats et ceux, de plus en plus nombreux, qui obtiennent les résultats les plus faibles.

En outre, les difficultés, identifiées dès le début de la scolarité, s'aggravent avec le temps : les enfants qui peinent à l'entrée au CP ont peu de chance de connaître un cursus scolaire régulier, d'autant que le redoublement précoce est le plus souvent inefficace.

L'école maternelle cherche aujourd'hui son identité. Au fil du temps, sa spécificité est devenue de moins en moins apparente. Son rôle se limite trop souvent à anticiper l'école primaire, par la préparation à la lecture et à l'écriture au détriment d'autres acquisitions. Or, ce sont les enfants les plus défavorisés, les plus vulnérables, qui ont le plus à pâtir de l'utilisation trop précoce de pratiques de l'élémentaire, de la faiblesse de la pédagogie du langage et de l'indifférenciation des modalités et des rythmes de travail.

Le bilan des dernières réformes de l'école élémentaire n'est pas satisfaisant. La relation entre les programmes, le socle commun, son évaluation et sa validation est l'objet d'interrogations, tant de la part des enseignants que des parents. L'efficacité de l'aide personnalisée est limitée, même si la prise en compte des besoins de chaque élève est en soi un progrès. Bien qu'elles soient parfois exploitées, localement, avec profit, la fiabilité des évaluations des élèves de CE1 et de CM2 n'est pas avérée.

En outre, plusieurs questions importantes n'ont pas trouvé de réponse satisfaisante dans la réforme de 2008 : les cycles, qui devraient permettre aux élèves de progresser à leur rythme, ne sont mis en œuvre que partiellement ; l'organisation du temps de travail des élèves n'est pas adaptée ; la formation initiale et continue des enseignants, réduite à sa portion congrue, ne leur permet pas de remplir leurs missions.

La nécessité de préserver la spécificité de l'école maternelle

La concertation devra se pencher sur un certain nombre de questions concernant l'école maternelle.

Quelles modalités de scolarité pour les enfants de moins de trois ans, en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, et en garantissant la qualité de cet accueil ? Faut-il, en liaison avec les collectivités territoriales, élaborer un cahier des charges précisant les exigences matérielles, humaines et éducatives qui doivent être posées pour la scolarisation de très jeunes enfants ?

Il s'agirait également d'apporter de la clarté dans les programmes et les indications pratiques permettant d'organiser les activités de l'école maternelle.

La concertation devra également réfléchir à la manière de redéfinir la place de la grande section dans la continuité des cycles afin qu'elle puisse jouer son rôle de classe charnière entre l'école maternelle et l'école élémentaire sans pour autant s'apparenter à un « premier CP » anticipé.

Enfin, il conviendra de s'interroger sur la formation des enseignants de maternelle : faut-il lier l'affectation d'un enseignant en école maternelle à la validation d'une formation initiale ou à une formation continue obligatoire ?

Une école élémentaire à refonder en profondeur

Pour l'école élémentaire, les chantiers sont également nombreux.

Comment définir de manière plus explicite ce qui est attendu des élèves et des enseignants en matière de contenus d'enseignement, pour construire un parcours scolaire cohérent ? Le socle commun de connaissances et de compétences s'est progressivement imposé comme la référence commune de l'École obligatoire. Il convient aujourd'hui d'en préciser les fondements et les objectifs et d'en actualiser le contenu et la structure. Les programmes de l'école primaire ne devraient plus être conçus de manière indépendante, mais en étroite relation avec la définition des contenus d'enseignement du collège dans le cadre d'une relecture du socle commun et de sa validation.

Un autre enjeu majeur est celui de l'évaluation : quelle forme d'évaluation faudrait-il mettre en place pour mesurer le mieux possible les acquis et les besoins des élèves ? Si les objectifs, la forme, le contenu et même la date des évaluations nationales ont suscité des critiques et des réserves justifiées, le principe même d'un dispositif d'évaluation standardisé répond à des besoins évidents de l'école primaire qui ne dispose d'aucun autre outil de régulation. Comment, par conséquent, améliorer et stabiliser les protocoles d'évaluation pour permettre de faciliter le repérage et l'analyse des acquis et des manques de chaque élève, de mieux définir les aides éventuellement nécessaires, d'ajuster les choix pédagogiques des enseignants et de communiquer avec les familles et le collège ?

La question des aides aux élèves en difficulté est également cruciale : en quoi pourrait consister la refondation des dispositifs d'aide ? Est-il efficace d'offrir aux élèves les plus en difficulté plus de temps d'enseignement que les autres ? Les effets de l'aide personnalisée n'ont pas été

évalués, pas plus que ceux des aides spécialisées des RASED ou des stages de remise à niveau. Or si le dispositif d'aide personnalisée a eu des effets sur la prise en compte par l'enseignant des besoins spécifiques des élèves et sur la relation même entretenue avec chacun de ceux qui rencontrent des difficultés significatives, son efficacité reste trop faible : le temps réel apporté aux élèves est souvent insuffisant, l'organisation de l'aide est délicate dans le contexte d'une journée de six heures d'enseignement et, dans les secteurs qui concentrent le plus grand nombre d'élèves ayant des difficultés, le potentiel est insuffisant. De plus, en zone rurale, le dispositif est dépendant de l'organisation des transports.

Il s'agira par ailleurs de réfléchir à des missions renouvelées et précisées pour les enseignants spécialisés.

Le groupe de travail traitera aussi des modalités de mise en œuvre de l'engagement présidentiel relatif au « plus de maîtres que de classes » (critères de choix des écoles bénéficiaires, articulation avec les RASED et l'aide personnalisée, pratiques pédagogiques associées, modes d'évaluation de ce dispositif...).

Enfin, deux questions majeures concernent tout particulièrement l'enseignement primaire et sont traitées dans d'autres groupes de travail : celle des rythmes scolaires et celle de la formation initiale et continue des enseignants.

L'enjeu est de bâtir ensemble l'École du XXI^e siècle pour en faire une École de la solidarité, de la formation et de la réussite pour tous.